

Procès-verbal de la séance du 6 novembre 2018 du Conseil communal :

PRESENTS :

MM. Galant J., **Bourgmestre, Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan
M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A., Dessilly
V., Decoster C., Egels E., Petit N., **Conseillers**.
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSES :

Hallot J.P., Vanderkel A., Robette-Delputte F., **Conseillers**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 18 septembre 2018 – partie publique – **approbation**.

Le procès-verbal de la séance du 18 septembre 2018, partie publique, est approuvé avec 17 voix pour et une abstention. Madame Petit s'abstient.

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 19 octobre 2018 – **information**
3. **Finances** – Approbation de l'autorité de tutelle sur le Compte communal, exercice 2017, services ordinaire et extraordinaire – **information**
4. **Finances** – Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages, taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2019 – **approbation**

Le taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, exercice 2019, pour la Commune de Jurbise est approuvé à l'unanimité

5. **Finances** – Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire avec les « queues » d'emprunts et subsides inutilisés – **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27 ;

Vu la circulaire budgétaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active suite à des subsides inutilisés, et que ces éléments pourraient constituer un fonds de réserve extraordinaire affecté à la couverture de dépenses extraordinaires ;

Attendu qu'il est demandé d'en dégager les éléments constitutifs réellement disponibles ;

Attendu que les éléments suivants peuvent être dégagés comme suit :

<i>Dénomination/ libellé</i>	<i>Montant</i>
Subside bulles à verres enterrées FOST +	37.500€

Attendu qu'un montant de 37.500€ peut être affecté, avec discernement, au fonds de réserve extraordinaire pour couvrir des dépenses extraordinaires ;

Attendu que la Commune souhaite utiliser ce solde pour couvrir des dépenses extraordinaires en voie de modification budgétaire n°2, et qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver l'affectation des montants non utilisés des subsides pour constituer un fonds de réserve ;

Sur proposition du Collège Communal, il est demandé au Conseil communal d'affecter un montant de 37.500€ afin de constituer un fonds de réserve extraordinaire pour couvrir les dépenses extraordinaires inscrites au budget 2018 et aux modifications budgétaires ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1 : D'affecter le solde des subsides inutilisés repris ci-avant dans la présente résolution pour constituer un fonds de réserve extraordinaire afin de couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget 2018 et en voie de modification budgétaire n°2.

Article 2 : De transmettre des exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale, conformément aux décrets applicables, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

6. Finances – Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2018 du Budget communal, services ordinaire et extraordinaire – approbation

Monsieur Delhaye demande à connaître la ventilation des projets à l'extraordinaire.

Le Président du CPAS lui répond que les modifications apportées au service extraordinaire ciblent essentiellement le report de projets non aboutis en 2018, et reportés sur l'exercice 2019.

La Présidente confirme qu'aucun nouveau projet n'a été prévu dans cette modification budgétaire, compte tenu du fait que la Commune est actuellement en affaires courantes.

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le Collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale,

Vu l'avis de légalité du Directeur financier, sollicité en date du 23 octobre 2018, obtenu en date du 25 octobre 2018, et qui s'avère favorable ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Attendu la présentation au CODIR de la modification budgétaire n°2 – Exercice 2018 en date du 26/10/2018 ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

Décide, avec 14 voix pour et 4 abstentions – Mesdames Senecaut et Petit, et Messieurs Delhay et Breuse, s'abstiennent :

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, les modifications budgétaires n° 2 de l'exercice 2018 :

Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	12.904.754,47€	5.674.667,47€
Dépenses totales exercice proprement dit	12.901.854,01€	5.369.276,59€
Boni /-Mali exercice proprement dit	2.900,46€	305.390,88€
Recettes exercices antérieurs	222.852,23€	254.824,50€
Dépenses exercices antérieurs	77.332,59€	799.142,34€
Prélèvements en recettes	0,00€	998.244,70€
Prélèvements en dépenses	0,00€	135.444,84€
Recettes globales	13.127.606,70€	6.927.736,67€
Dépenses globales	12.979.186,60€	6.303.863,77€
Boni / Mali global	148.420,10€	623.872,90€

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à Monsieur le Directeur financier.

7. Finances – Modification Budgétaire n°1 – Exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise protestante de Baudour-Herchies – approbation

Après avoir émis de sérieux doutes quant à la poursuite des activités au sein du bâtiment de l'Eglise à Herchies, la Présidente et le Président du CPAS, en charge des Finances, expliquent à l'assemblée les raisons qui ont incité le Collège communal à émettre un avis négatif sur cette demande de modification budgétaire : erreurs d'écriture comptable dans la modification budgétaire, dépenses visant exclusivement le bâtiment installé sur le territoire de Saint-Ghislain, bâtiment à Herchies semblant à l'abandon,...

Sur base de ces éléments et du manque d'informations concrètes et fiables émanant de la Fabrique d'Eglise, il est proposé de refuser cette demande de modification budgétaire.

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 05/10/2018 par laquelle le conseil de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies de l'exercice 2018, réceptionnée en date du 10/10/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 122.040,66 €

Dépenses totales : 122.040,66€

Attendu qu'une majoration communale pour les frais ordinaires du culte, d'un montant de 10.926,30 €, est sollicitée à la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'une majoration communale pour les frais extraordinaires du culte, d'un montant de 6.063,87 €, est sollicitée à la Commune de Jurbise ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 – Exercice 2018 implique les remarques suivantes de la part de l'Administration ;

Considérant une inscription en dépenses ordinaires pour l'achat de chaises, chariots, ... pour le nouveau bâtiment annexe au Temple sur la Commune de Saint-Ghislain pour un montant de 43.705,20€ ;

Considérant une inscription en dépenses extraordinaires pour des travaux d'électricité et d'alarme dans un nouveau bâtiment annexe au Temple sur la Commune de Saint-Ghislain pour un montant de 24.255,46€ ;

Considérant que l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies n'a inscrit qu'une majoration de recettes à l'ordinaire de 67.960,66€ ;

Considérant que l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies aurait dû scinder la recette entre services ordinaire et extraordinaire ;

Considérant que les dépenses supplémentaires inscrites ne concernent que l'aménagement de la nouvelle annexe du Temple se trouvant sur la Commune de Saint-Ghislain ;

Considérant l'interrogation persistant quant à la nécessité de construire cette annexe, étant donné que le Temple se trouvant sur la Commune de Jurbise n'est plus utilisé et aurait pu subvenir aux besoins ;

Considérant les nombreuses interpellations du Collège communal de Jurbise envers l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies sur les célébrations effectuées au Temple, demeurées sans réponses concrètes ;

Considérant que même le Conseil administratif du Culte protestant et Evangélique, dans son dernier courrier du 11 octobre 2018, n'a pas été en mesure d'apporter les éclaircissements minimaux en la matière ;

Considérant également que le Conseil d'administration de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies, contacté par l'Administration communale, n'a pas fourni la moindre explication ou justification permettant d'étayer ces dépenses importantes ;

Considérant par ailleurs que selon les informations en possession de la Commune de Jurbise, il n'est pas démontré que la réglementation en matière de marchés publics a bien été respectée pour l'ensemble des dépenses sollicitées, notamment à travers l'obligation de consultation d'au minimum trois entreprises ;

Considérant dès lors que la première modification budgétaire pour l'exercice 2018 viole la Loi et l'intérêt général ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Décide, avec 14 voix pour et 4 abstentions – Mesdames Senecaut et Petit, et Messieurs Delhay et Breuse s'abstiennent :

Article 1^{er} : De ne pas approuver la première modification budgétaire pour l'exercice 2018 du Conseil d'Administration de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies.

Article 2.: En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, un recours est ouvert au Conseil d'administration de l'Eglise protestante de Baudour-Herchies contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province du Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3.: Conformément à l'article L3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision sera publiée par voie d'affichage.

Article 4.: Conformément à l'article L3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation la présente décision sera notifiée au Conseil d'Administration de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies, à la commune de Saint-Ghislain et au Gouverneur.

8. Finances – Modification Budgétaire n°1 – Exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 05/09/2018 par laquelle le conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut de l'exercice 2018, réceptionné en date du 06/09/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

- Recettes totales : 23.561,90 €
- Dépenses totales : 23.561,90€

Considérant qu'une majoration communale pour les frais ordinaires du culte, d'un montant de 1.592,00 €, est sollicité ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 – Exercice 2018 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

Décide, avec 15 voix pour et 2 abstentions – Messieurs Delhaye et Breuse s'abstiennent, tandis que le Président du CPAS ne prend pas part au vote :

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut est approuvée.

9. Finances – Budget 2019 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame-du-Perpetuel-Secours de Masnuy-Saint-Jean – approbation

A la question de Monsieur Delhaye, le Président du CPAS, en charge des Finances, confirme que l'Eglise dont ici question est celle dite des Bruyères.

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 24/09/2018 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame-du-Perpetuel-Secours a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2019 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2019, réceptionné en date du 25/09/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

- Recettes totales : 17.255,70€
- Dépenses totales : 17.255,70€
- Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 2.467,72€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 26/09/2018 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

Décide, avec 16 voix pour et 2 abstentions – Messieurs Delhaye et Breuse s'abstiennent :

Le budget 2019 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2019 est arrêtée comme suit :

	Compte 2017	Budget 2019
Total recettes	28.454,43€	17.255,70€
Total dépenses	12.334,56€	17.255,70€
Résultat	16.119,87€	0,00

10. Finances – Budget 2019 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse - approbation

A la question de Monsieur Delhaye, la Présidente confirme que cette Eglise est à nouveau fonctionnelle.

Le Président du CPAS, en charge des Finances, précise pour sa part que la décision de l'Evêché est arrivée tardivement et après l'envoi du projet de délibération aux membres du Conseil, mais qu'il est uniquement demandé d'ajouter certaines dépenses – pour un montant total de 316,60 €

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 29/08/2018 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2019 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2019, réceptionné en date du 12/09/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

- Recettes totales : 8.561,00€
- Dépenses totales : 8.561,00€
- Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 8.481,00€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant que l'approbation de l'Evêché de Tournai du 29/10/2018 sous réserve des modifications suivantes :

« Envoyer une copie du budget au service SAGEP de l'Evêché pour analyse et approbation D50H : en vertu des recommandations de l'Evêché pour la préparation du budget 2019, en page 396 du mensuel Eglise de Tournai de juin, il convient d'inscrire un montant de 50,60€ car l'abonnement SABAM est majoré d'un nouvel abonnement Playright ; la redevance REPROBEL est de 22 euros ; l'abonnement à Eglise de Tournai est de 244 euros

Dés lors, il y a lieu de modifier les articles suivants :

R17 : 8.537,60€

D40 : 244,00€

D50h : 50,60€

D50J : 22,00€ »

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

Décide, avec 16 voix pour et 2 abstentions – Messieurs Delhay et Breuse s'abstiennent :

Le budget 2019 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2019 est arrêtée comme suit :

	Compte 2017	Budget 2019
Total recettes	7.258,50€	8.617,60€

Total dépenses	6.167,90€	8.617,60€
Résultat	1.090,60€	0,00

11. Finances – Budget 2019 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 05/09/2018 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Barthélemy à Erbaut a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2019 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2019, réceptionné en date du 06/09/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

- Recettes totales : 19.522,25€
- Dépenses totales : 19.522,25€
- Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 14.587,62€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 07/09/2018 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

Décide, avec 15 voix pour et 2 abstentions – Messieurs Delhaye et Breuse s'abstiennent, tandis que le Président du CPAS ne prend pas part au vote :

Le budget 2019 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2019 est arrêtée comme suit :

	Compte 2017	Budget 2019
Total recettes	20.878,97€	19.522,25€
Total dépenses	16.317,94€	19.522,25€
Résultat	4.561,03€	0,00

12. Secrétariat – Assemblée générale d'ORES ASSETS le 22 novembre 2018 – ordre du jour – **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale ORES Assets. ;

Considérant que la Commune de Jurbise a été convoquée à participer à l'Assemblée générale du 22 novembre 2018 par courrier daté du 5 octobre 2018;

Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée ;

1. Distribution du solde des réserves disponibles en suite de l'opération scission-absorption de décembre 2017 pour les communes de Castre, Incourt, Perwez et Villers-la-Ville ;
2. Opération de scission partielle par absorption afférente à la distribution d'énergie sur le territoire des communes de Celles, Comines-Warneton, Ellezelles, Mont-de-l'Enclus ;
3. Résolution de l'Assemblée explicitant la disposition transitoire des modifications statutaires du 28 juin 2018 ;
4. Plan stratégique ;
5. Remboursement de parts R ;
6. Nominations statutaires.

Considérant que la documentation relative aux points 1, 3, 5 et 6 de l'ordre du jour a été jointe à la convocation tandis que la documentation relative au plan stratégique est disponible en version électronique à partir du site internet www.oresassets.be (Publications/Plans Stratégiques et Evaluations) ;

Considérant que concernant le deuxième point de l'ordre du jour, sont précisés dans la note contextuelle jointe à la convocation, les tenants et aboutissants de l'opération ainsi que les décisions à prendre par l'Assemblée générale ;

Considérant que conformément à l'article 733 par 4 du Code des Sociétés, le projet de scission et ses annexes, le rapport du Conseil d'administration, le rapport du réviseur et les comptes annuels des trois dernières années sont disponibles en version électronique à partir du site internet via le lien : <https://www.oresassets.be/fr/scission> et, sur simple demande, en version imprimée (article 733 par 3 du Code des sociétés) ;

Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1: D'approuver aux majorités suivantes les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 22 novembre 2018 de l'intercommunale ORES Assets à savoir :

Point 1 – Distribution du solde des réserves disponibles en suite de l'opération scission-absorption de décembre 2017 pour les communes de Chastre, Incourt, Perwez et Villers-la Ville

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Point 2 – Opération de scission partielle par absorption afférente à la distribution d'énergie selon le territoire des communes de Celles, Comines-Warneton, Ellezelles, Mont-de l'Enclus selon les modalités décrites dans le projet de scission établi par le Conseil d'administration

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Point 3 - Résolution de l'Assemblée explicitant la disposition transitoire des modifications statutaires du 28 juin 2018

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Point 4 – Plan stratégique

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Point 5 – Remboursement de parts R

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Point 6 – Nominations statutaires

A 18 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

Article 2 : De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 3 : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée.

- 13. Secrétariat** – Demande de mise à disposition de la Salle Galant pour l'organisation de la campagne de sensibilisation « Octobre rose » organisée par le CHU Ambroise Paré : proposition de gratuité partielle, en dérogation au Règlement de location et de mise à disposition des salles communales – **ratification**

Madame Senecaut demande à savoir s'il est ici question d'une gratuité totale ou partielle. La Présidente lui confirme qu'il est bien question d'une gratuité totale sur le montant de location.

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite à la demande d'une citoyenne de la Commune de Jurbise datée du 10 septembre 2018, il est proposé de mettre la salle Jacques Galant à sa disposition le samedi 20 octobre 2018, afin de mener à bien l'organisation d'une exposition photos ainsi que d'un festival de musique en vue d'une campagne de sensibilisation contre le cancer du sein, en collaboration avec le CHU Ambroise Paré ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité totale ;

Considérant que cette gratuité totale se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée et son caractère social et de santé publique ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 17/09/2018 ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition la salle culturelle Jacques Galant, et ce sur base d'une gratuité totale, le samedi 20 octobre 2018. Cette mise à disposition est destinée à permettre de mener à bien l'organisation d'une exposition de photos ainsi que d'un festival de musique en vue d'une campagne de sensibilisation contre le cancer du sein, en collaboration avec le CHU Ambroise Paré.

Article 2 : Cette gratuité totale se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée et son caractère social et de santé publique.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

14. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

La Présidente lève la séance à 20h15..

**Mise à l'honneur de Monsieur le Commissaire Denis Mahieu,
admis à la retraite en date du 1^{er} octobre 2018**

**Remerciement des Echevins et Conseillers communaux
pour la mandature écoulée
et verre de l'amitié**